

Il faut stopper Macron



Les masques sont complètement tombés : Macron est bien le Président des riches et des patrons.

Sa première mesure phare, ce sont les ordonnances pour casser le Code du travail. Les effets attendus ? Une plus grande facilité pour licencier, pour baisser les salaires, pour dégrader les conditions de travail, pour empêcher les salariés de se défendre, bref pour créer du travail bon marché et jetable.

Macron ne compte pas s'arrêter en chemin : il veut aussi augmenter la CSG, ce qui aura pour effet notable de baisser le pouvoir d'achat des retraités. Il s'attaque également à notre droit à la retraite : il veut imposer une retraite « par points » dès 2018. Le principe ? On saura combien on cotise, on ne saura pas combien on touchera ! Il veut aussi s'en prendre à l'assurance chômage et à la formation professionnelle : pour lui, le chômeur est seul responsable de sa situation et il n'a qu'à chercher du travail au lieu de « mettre le bordel ». Dans le même temps, il veut diminuer encore les obligations patronales en matière de formation...

Il s'en prend aussi aux fonctionnaires, désignés comme les boucs-émissaires des déficits publics. Pourtant, ils subissent depuis plus de 15 ans une baisse constante de leur pouvoir d'achat. Macron veut réduire leur nombre de 120.000... Mais lesquels ? Et qui fera leur travail ?

Va-t-on encore fermer des hôpitaux ? Va-t-on refuser plus de bacheliers à l'Université ?

La baisse des aides au logement ? les étudiants les plus pauvres seront frappés de plein fouet (60% du total de ces allocations sont versés à des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté).

Toutes ces mesures « doivent être prises », bien sûr, parce qu'il faut « baisser les déficits pour notre bien à tous ».

Or, dans le même temps, Macron ne prend aucune mesure contre l'évasion fiscale. Au contraire, il annonce une baisse de l'impôt sur la fortune et sur les valeurs mobilières. Des économistes reconnus calculent que ces « réformes »... vont surtout bénéficier aux 1% les plus riches !

Il veut consolider, en le transformant, le CICE qui a déjà coûté beaucoup d'argent et qui va en coûter encore plus, pour « créer des emplois », alors que le patron du MEDEF lui-même est incapable de dire combien d'emplois ce dispositif a déjà créés.

Allons-nous laisser un libéralisme autoritaire s'installer au bénéfice des plus riches et au détriment des plus pauvres ? Est-ce vraiment le choix exprimé par les français ?

Ensemble, nous devons stopper cette formidable régression que Macron veut imposer. Salariés du privé, fonctionnaires, retraités, étudiants ou chômeurs : nous qui ne vivons ni de nos rentes ni de nos dividendes, nous devons nous battre ensemble. C'est le seul moyen d'arrêter le rouleau compresseur qui s'apprête à écraser nos droits, au profit des plus riches.

Fin novembre, le parlement devra ratifier les ordonnances sur le droit du travail. Nous devons exiger des parlementaires qu'ils refusent cette ratification.

Malgré son élection récente, Macron a dégringolé dans les sondages lorsque la réalité de sa politique s'est imposée aux yeux de tous. Le front des opposants à sa politique s'élargit de jour en jour. Les manifestations organisées depuis la rentrée contre sa politique ont rencontré un large succès.

Nous devons continuer dans cette voie pour faire reculer le gouvernement et imposer :

- Une hausse du SMIC à 1800 euros ; hausse des pensions de retraite et des minima sociaux sur la base de cette proposition de SMIC.
- La mise en oeuvre effective de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes avec mesures contraignantes (pénalités financières) pour les entreprises non respectueuses.
- La réduction du temps de travail à 32 heures de référence hebdomadaire avec négociation de mise en oeuvre par branche.
- La retraite à 60 ans avec taux de remplacement à 75 % minimum du SMIC.
- Le renforcement de la Sécurité sociale.
- Un Code du travail simplifié qui renforce les droits des salariés.
- Un plan de reconquête et de développement des services publics

Ensemble, manifestons le 19 octobre

14 h - Place du 18 juin 1940 (Montparnasse)

CONTRE LE PROJET MACRON / MEDEF